

du langage qu'il venait d'entendre l'étonnât ou le blessât, il s'associa à son énergie, et n'y vit que le sentiment qui l'inspirait. Il fut Français.

Le succès de son dévouement soutenait les forces de M. Pons. Toutefois, dans le cours de son administration, il avait des inquiétudes secrètes qui le tourmentaient d'autant plus qu'il ne pouvait en faire la confidence.

Dès que l'heure du malheur eut sonné, chaque soir, des réunions que l'on appelait des conseils avaient lieu à la Préfecture, et chaque matin des lettres anonymes ennemies répétaient au préfet tout ce qui s'était dit dans les épanchements du huis-clos. Il fallut renoncer à ces réunions, dont le bien du service public avait pourtant fait sentir le besoin. Cette circonstance causa des chagrins à M. Pons. Il était important pour lui de savoir d'où partait la divulgation de ce qui devait rester secret, et lorsqu'il en connut la source, il fut encore plus affligé.

Un chef de bureau et le secrétaire particulier du préfet le trompaient. Ils étaient en correspondance avec les autorités royales. Le préfet royal déguisé était entré dans Lyon, et c'était chez le chef de bureau qu'il s'était caché, et où le secrétaire le voyait souvent. Mais ce ne fut pas la seule déloyauté dont M. Pons eut à se plaindre.

Lorsque la nouvelle officielle de la seconde Restauration parvint à Lyon, l'autorité militaire et le préfet prirent réciproquement l'engagement d'honneur de ne point faire de proclamation pour Louis XVIII, et néanmoins, dans la même nuit, malgré la foi jurée, l'autorité militaire fit imprimer son adhésion au changement qui venait de s'opérer dans le gouvernement. Cet oubli de la parole donnée, des plus simples convenances, amena des explications qui devaient finir comme finissent les querelles entre les braves; mais la proscription interposant son autorité absolue, dispersa les forts et les faibles qui lui étaient désignés, et les rancunes s'éteignirent dans des souffrances communes.